

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 1999 — 4084

[99/10163]

13 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal rendant obligatoire la décision du 5 novembre 1999 relative à la rémunération équitable due par les exploitants de lieux de projection audiovisuelle et de drive-in ainsi que par les organisateurs de festival(s), prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment l'article 42;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 5 novembre 1999 reprise en annexe, relative à la rémunération équitable due par les exploitants de lieux de projection audiovisuelle et de drive-in ainsi que par les organisateurs de festival(s), prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Annexe

Convention relative à la rémunération équitable due par les exploitants de lieux de projection audiovisuelle et de drive-in ainsi que par les organisateurs de festival(s)

Section 1. — Champ d'application

Article 1^{er}. En exécution des articles 41 et 42 de la loi du 30 juin 1994 donnant droit au profit des producteurs de phonogrammes et des artistes-interprètes ou exécutants, à une rémunération équitable pour la communication publique directe ou indirecte de phonogrammes, la présente convention détermine le montant de ladite rémunération due par les exploitants de lieu(x) de projection audiovisuelle et de drive-in ainsi que par les organisateurs de festival(s), tels que définis à l'article 3.

Art. 2. La rémunération équitable est due annuellement par l'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle, de drive-in ou par l'organisateur de festival(s)/

Elle est due dans son intégralité et est indivisible.

Elle est payable par anticipation aux échéances fixées par les sociétés de gestion ou leurs mandataires.

Section 2. — Définitions

Art. 3. Au sens de la présente convention, il faut entendre par :

§ 1^{er}. lieu de projection audiovisuelle : tout lieu ou local accessible au public, quelles que soient les conditions mises à son accès où à titre principal et permanent des œuvres audiovisuelles sont représentées.

§ 2. drive-in : tout lieu accessible au public quelles que soient les conditions mises à son accès, organisé de telle sorte que les usagers motorisés puissent assister de leur véhicule à la présentation d'œuvres audiovisuelles.

§ 3. festival : tout événement temporaire organisé dans un lieu accessible au public, quelles que soient les conditions mises à cet accès, qui n'est pas affecté à titre principal à la présentation d'œuvres audiovisuelles et à l'occasion duquel une ou plusieurs œuvres audiovisuelles sont présentées.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 1999 — 4084

[99/10163]

13 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 5 november 1999 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning en van drive-in(s) evenals door de organisators van festival(s), genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid artikel 42;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen bindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen beslissing van 5 november 1999, genomen door de commissie zoals bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning en van de drive-in(s) evenals door de organisators van festival(s).

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Bijlage

Overeenkomst inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning en van drive-in(s) evenals door de organisators van festival(s)

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. In uitvoering van de artikelen 41 en 42 van de wet van 30 juni 1994 die aan de producenten van fonogrammen en aan de uitvoerende kunstenaars recht geeft op een billijke vergoeding voor de directe of indirecte openbare mededeling van fonogrammen, bepaalt onderhavige overeenkomst het bedrag van de vergoeding dat de uitbaters van een lokaal/lokale voor audiovisuele vertoning en van drive-in(s), evenals de organisatoren van festival(s), zoals bepaald in artikel 3, verschuldigd zijn.

Art. 2. Het bedrag van de billijke vergoeding is jaarlijks verschuldigd door de uitbater van een lokaal/lokale voor audiovisuele vertoning of van drive-in(s) of door de organisator van festival(s).

Ze is ondeelbaar en in haar geheel verschuldigd.

Zij moet vooraf betaald worden op de vervaldagen bepaald door de beheersmaatschappijen of hun mandatarissen.

Afdeling 2. — Bepalingen

Art. 3. In de zin van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

§ 1. lokaal voor audiovisuele vertoning : elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang waar hoofdzakelijk en permanent audiovisuele werken vertoond worden.

§ 2. drive-in : elke voor het publiek toegankelijke plaats ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang en zodanig ingericht dat de gemotoriseerde gebruikers vanuit hun wagen de voorstelling van een of meerdere audiovisuele producties in open lucht kunnen bijwonen.

§ 3. festival : elk tijdelijk evenement dat in een voor het publiek toegankelijke plaats georganiseerd wordt dat niet hoofdzakelijk en permanent betrekking heeft op de voorstelling van audiovisuele werken ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang en ter gelegenheid waarvan een of meerdere audiovisuele vertoningen plaatsvinden.

§ 4. exploitant : toute personne physique ou morale qui, à quelque titre ou en quelque qualité que ce soit, exploite ou pour le compte de laquelle est ou sont exploité(s) un ou plusieurs lieu(x) de projection audiovisuelle ou un ou plusieurs drive-in.

§ 5. organisateur de festival : toute personne physique ou morale qui, à quelque titre ou en quelque qualité que ce soit, organise ou pour le compte de laquelle est organisé un festival.

§ 6. société de gestion : les sociétés de gestion collective représentatives des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes, ou leurs mandataires chargés de la perception de la rémunération équitable.

§ 7. rémunération équitable : rémunération annuelle due pour toute communication directe ou indirecte de phonogrammes. Par annuelle, il faut entendre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile.

Section 3. — Rémunération équitable

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la rémunération équitable due par les exploitants de lieu(x) de projection audiovisuelle est fixé à 29 BEF par an et par place assise.

§ 2. Le montant de la rémunération équitable due par les organisateurs de festival(s) est fixé à 6 BEF par place assise et par festival, quelle que soit la durée de celui-ci, à l'exception des festivals organisés dans des lieux affectés à titre principal à la projection d'œuvres audiovisuelles et pour lesquels une rémunération est due conformément à l'alinéa précédent.

§ 3. Le montant de la rémunération équitable due par les exploitants de drive-in est fixé à 20 BEF par an et par emplacement de véhicule pour une exploitation supérieure à six mois par an. En cas d'exploitation inférieure à six mois par an, le montant de la rémunération équitable est de 10 BEF par an et par emplacement de véhicule.

Art. 5. Les montants mentionnés dans la présente convention sont indexés annuellement au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'évolution de l'indice santé au cours de l'année écoulée, suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de départ} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de départ}}$$

L'indice de départ est celui en vigueur en décembre 1998.

Le nouvel indice est celui qui interviendra successivement au 1^{er} janvier de chaque année.

Lorsque le montant indexé comporte une décimale, il est arrondi à l'unité inférieure.

Art. 6. Le montant de la rémunération équitable est perçu sur base d'une invitation à payer établie par les sociétés de gestion ou leur mandataire.

L'exploitant ou l'organisateur qui omet de payer la rémunération équitable dans les délais impartis sera tenu au paiement, sans mise en demeure préalable, d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur à compter de la date d'échéance, avec un minimum de 300 BEF.

Lorsqu'une personne physique ou morale exploite des lieux de projection audiovisuelle, drive-in et/ou organise un ou plusieurs festivals, une invitation à payer globale, reprenant les montants dus pour ces différents lieux, peut être adressée à ladite personne.

Art. 7. L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle, de drive-in ou l'organisateur de festival(s) qui, au terme d'un premier rappel, omet de communiquer les informations visées à l'article 9, sera présumé exploiter un lieu accessible au public tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3, comprenant un nombre de places assises tel que repris dans les dernières statistiques disponibles de la Fédération des Cinémas de Belgique ou dans tout autre source d'information pertinente.

L'exploitant ou l'organisateur qui communique des éléments incorrects, à la suite desquels un montant inférieur au montant réellement dû est payé, devra s'acquitter du solde restant dû majoré d'intérêts de retard calculés au taux légal à compter de la date de l'invitation à payer établie sur base de la déclaration incorrecte.

Art. 8. Lorsque des lieux de projection audiovisuelle sont ouverts pour la première fois en cours d'année civile, le montant dû de la rémunération équitable est calculé au prorata du nombre de mois civils complets restant à courir jusqu'à la fin de cette année.

§ 4. uitbater : elke natuurlijke of rechtspersoon die in welke hoedanigheid ook een of meerdere lokalen voor audiovisuele vertoning of een of meerdere drive-ins uitbaat of voor wiens rekening een of meerdere bioscoopzalen of een of meerdere drive-ins uitgebaat worden.

§ 5. festivalorganisator : elke natuurlijke of rechtspersoon die in welke hoedanigheid ook een festival organiseert of voor wiens rekening het festival wordt georganiseerd.

§ 6. beheersmaatschappij : de collectieve beheersmaatschappijen, vertegenwoordigers van de uitvoerende kunstenaars en van de producenten van fonogrammen of hun mandatarissen belast met de inning van de billijke vergoeding.

§ 7. billijke vergoeding : de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor elke rechtstreekse of onrechtstreekse mededeling van fonogrammen. Onder « jaarlijks » moet worden verstaan de periode die loopt van 1 januari tot 31 december van ieder kalenderjaar.

Afdeling 3. — Billijke vergoeding

Art. 4. § 1. Het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van een lokaal/lokale voor audiovisuele vertoning is vastgesteld op 29 BEF per jaar en per zitplaats.

§ 2. Het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door de organisatoren van een festival(s) is vastgesteld op 6 BEF per zitplaats en per festival, ongeacht de duur van het festival, met uitzondering van de festivals die georganiseerd worden in de lokalen die hoofdzakelijk voor de voorstelling van audiovisuele werken gebruikt worden en voor dewelke een vergoeding verschuldigd is conform voorgaande alinea.

§ 3. Het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van drive-in(s) is vastgesteld op 20 BEF per jaar en per autostandplaats, voor een uitbating ouder dan zes maanden. Ingeval de uitbating jonger is dan zes maanden, is het bedrag van de billijke vergoeding vastgesteld op 10 BEF per jaar en per autostandplaats.

Art. 5. De bedragen vermeld in deze overeenkomst worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari van elk jaar op basis van de evolutie van de gezondheidsindex van het verlopen jaar volgens volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{nieuwe index}}{\text{Basisindex}}$$

De basisindex is deze die van kracht is in december 1998.

De nieuwe index is deze die vervolgens op 1 januari van elk jaar van kracht zal zijn.

Wanneer het geïndexeerde bedrag een decimaal vertoont, dan wordt het bedrag naar beneden afgerond.

Art. 6. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt geïnd, op basis van uitnodiging tot betaling opgesteld door de beheersvennootschappen of hun mandataris.

De uitbater of de organisator die nalaat om de billijke vergoeding binnen de gestelde termijn te betalen dient zonder voorafgaande ingebrekestelling vanaf de vervaldatum een tegen het wettelijk tarief berekende verwijlinterest te betalen, met een minimum van 300 BEF.

Wanneer een natuurlijk of rechtspersoon één of meerdere lokalen voor audiovisuele voorstelling, drive-ins en/of meerdere festivals uitbaat, kan een globale uitnodiging tot betalen met vermelding van alle bedragen verschuldigd voor de verschillende lokalen aan deze persoon gericht worden.

Art. 7. De uitbater van een lokaal/lokale voor audiovisuele voorstelling, van drive-in(s) of de organisator van festival(s) die, na een eerste herinnering, nalaat de in artikel 9 bedoelde inlichtingen mee te delen, wordt verondersteld een voor het publiek toegankelijke plaats uit te baten zoals bepaald in artikel 3, § 1, § 2 of § 3, met een aantal zitplaatsen zoals vermeld in de laatste beschikbare statistieken van de Federatie der Cinema's van België (F.C.B.) of in een andere relevante informatiebron.

De uitbater of de organisator die onjuiste gegevens verstrekt, waardoor een lager bedrag wordt betaald dan hetgene dat werkelijk verschuldigd is, dient het verschuldigde resterende saldo te betalen vermeerderd met een tegen het wettelijk tarief berekende verwijlinterest vanaf de datum waarop de uitnodiging tot betaling aan de hand van de onjuiste aangifte werd opgemerkt.

Art. 8. Wanneer een lokaal/lokale voor audiovisuele voorstelling voor de eerste maal in de loop van het kalenderjaar opengaan, is voor dat kalenderjaar het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd in verhouding tot het aantal volledige kalendermaanden tot het einde van het jaar.

Section 4. — Informations

Art. 9. Dans les trente jours de la demande des sociétés de gestion ou de leur mandataire, l'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle ou de drive-in, ainsi que l'organisateur de festival(s) sont tenus de leur fournir par écrit et par lieu ou local tel que leur fournir par écrit et par lieu ou local tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3 les informations suivantes, au moyen d'un formulaire approprié :

— son nom ou sa raison sociale, l'adresse, le numéro d'immatriculation au registre de commerce, le numéro de T.V.A., ainsi que le nom et la qualité de la personne chargée de la gestion journalière et de la communication des informations;

— le nombre de places assises ou d'emplacements de véhicules que comporte(nt) le ou les lieux définis à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3.

— s'il y a diffusion de musique;

— la nature de la source sonore et le genre de musique;

— la date du début d'exploitation si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 1999.

Art. 10. L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle et de drive-in, ainsi que l'organisateur de festival(s) doivent permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire de vérifier les informations transmises en exécution de l'article 9, ainsi que de réunir tous les renseignements qui permettent la répartition des droits.

L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle, de drive-in ainsi que l'organisateur de festival(s) doivent permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire d'accéder gratuitement aux lieux définis à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3, à tout moment pendant les heures d'ouverture régulières de ceux-ci, sans notification préalable.

Section 5. — Disposition transitoire finale

Art. 11. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Les tarifs de la rémunération équitable sont valables du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2004.

Le paiement à partir du 1^{er} janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2004 des montants dus en application de la présente convention libère son débiteur du paiement de la rémunération équitable depuis l'entrée en vigueur de l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 jusqu'au 31 décembre 2004.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 décembre 1999.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Afdeling 4. — Inlichtingen

Art. 9. Binnen de dertig dagen die volgen op het verzoek van de beheersmaatschappijen of hun mandataris, dient de uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele voorstelling of van de drive-in(s), evenals de organisator van festival(s) hen door middel van een speciaal formulier schriftelijk en per plaats of lokaal, zoals bepaald in artikel 3, § 1, § 2 of § 3 de volgende inlichtingen te verschaffen :

— zijn naam of firmanaam, het adres, het inschrijvingsnummer in het handelsregister, het BTW-nummer, alsook de naam en de hoedanigheid van de persoon die met het dagelijks beheer en het verschaffen van de inlichtingen belast is;

— het aantal zitplaatsen of autostandplaatsen van de in het artikel 3, § 1, 6 2 of § 3 omschreven plaats of plaatsen;

— of er muziek uitgezonden wordt;

— de aard van de geluidsbron en het soort muziek;

— de datum van de aanvang van de uitbating indien deze later is dan 1 januari 1999.

Art. 10. De uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele voorstelling en van de drive-in(s), evenals de organisator van festival(s) moeten de beheersmaatschappijen of hun mandataris in staat stellen de inlichtingen die ingevolge artikel 9 moeten worden verschaft, na te gaan evenals alle inlichtingen te verzamelen die de verdeling van de rechten mogelijk maken.

De uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele voorstelling en van de drive-in(s), evenals de organisator van festival(s) moeten de beheersmaatschappijen of hun mandataris toestaan zonder voorafgaande verwittiging de plaatsen bepaald in artikel 3, § 1, § 2 of § 3 op elk ogenblik tijdens de regelmatige openingsuren gratis te betreden.

Afdeling 5. — Overgangs- en slotbepaling

Art. 11. Huidig akkoord wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

De tarieven van de billijke vergoeding zijn geldig vanaf 1 januari 1999 tot 31 december 2004.

De betaling vanaf 1 januari 1999 tot 31 december 2004 van de bedragen verschuldigd bij toepassing van het huidige akkoord bevrijdt zijn debiteur van de betaling van de billijke vergoeding vanaf de inwerkingtreding van het artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 tot 31 december 2004.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 december 1999.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 1999 — 4085

[S - C - 99/10162]

13 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal rendant obligatoire la décision du 10 septembre 1999 relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment l'article 42;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 10 septembre 1999 reprise en annexe, relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

N. 1999 — 4085

[S - C - 99/10162]

13 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 september 1999 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid artikel 42;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen bindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen beslissing van 10 september 1999, genomen door de commissie zoals bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten.